

FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET AFRIQUE CENTRALE (FGI-AC) 2017



Du 10 -11 avril 2017 au siège de l'Agence de Régulation des
Postes et Communications Electroniques (ARPCÉ)
et Palais des Congrès
Brazzaville, République du Congo



Comité d'Organisation FGI Afrique Centrale 2017

Sommaire

<u>1. INTRODUCTION</u>	4
<u>2. OBJECTIFS</u>	4
<u>3. PARTICIPATION</u>	5
<u>4. PARTICIPATION EN LIGNE</u>	5
<u>5. OUVERTURE</u>	5
<u>6. PRESENTATION DES THEMES ET DISCUSSIONS</u>	6
<u>7. OUVERTURE DU SALON OSIANE</u>	10
<u>8. STRUCTURATION DU MAG DU FGI AFRIQUE CENTRALE</u>	16
<u>9. RECOMMANDATIONS</u>	17
<u>10. SESSION DE CLOTURE</u>	21
<u>ANNEXES :</u>	24

QUELQUES ABREVIATIONS

AFIGF : Forum africain sur la Gouvernance de l'Internet
AfrINIC : African Network Information Center
APECOM : Association pour la Promotion des Ecosystèmes Communautaires et du Développement Durable
ARPCE : Agence de Régulation des Postes et des Communications Electroniques
CACSUP : Centre Africain de Complémentarité Scolaire, Universitaire et de Promotion
CAPDA : Consortium d'Appui aux Actions pour la Promotion et le Développement de l'Afrique
CEDEAO : Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC : Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
CEMAC : Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CSTD : Commission de la science et de la technologie au service du développement
DNS : Domain Name System
ECOSOC : Conseil économique et social des Nations Unies
FGI : Forum de la Gouvernance de l'Internet
FGI – AC : Forum de la Gouvernance de l'Internet – Afrique Centrale
ICANN : Internet Corporation for Assigned Names and Numbers
IDATE ; Institut pour le Développement et l'Aménagement des Télécommunications et de l'Économie
IGF : Internet Governance Forum
ISOC : Internet Society
MAG : Multistakeholder Advisory Group
NRIs : National and Regional IGF Initiatives
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique
ODD : objectifs de développement durable
OMD : Objectifs du millénaire pour le développement
ONU : Organisation des Nations Unies
OSIANE : Opportunités, Services, Innovation, Accessibilité Numérique et Entreprenariat
PIB : Produit Intérieur Brut
PRATIC : Promotion, Réflexion, Analyse sur les Technologies de l'Information et de la Communication
RCA : République Centrafricaine
RDC : République Démocratique du Congo
SADC : Communauté de développement d'Afrique australe
TIC : Technologies de l'information et de la communication
UA : Union Africaine
UIT : Union Internationale des Télécommunications
UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

1. INTRODUCTION

Les 10 et 11 avril 2017, la ville de Brazzaville en République du Congo a accueilli la session 2017 du Forum sur la Gouvernance de l'Internet pour la sous-région Afrique Centrale (FGI-AC). Cette session s'est tenue respectivement le premier jour au siège de l'ARPCE et le deuxième jour au Palais des Congrès, ceci en prélude à l'organisation du Salon International des Technologies de l'Information et de la Communication OSIANE2017.

Le FGI-AC s'est tenu dans un contexte de structuration et de sensibilisation, en vue de promouvoir les FGI nationaux. Il s'inscrit dans le cadre de l'encouragement des pays dans leur effort à organiser les FGI nationaux comme cela a été le cas pour le Tchad, le Gabon, la RDC et de susciter les initiatives en cours à une préparation imminente de leur FGI à l'instar du Congo, du Cameroun, de la RCA, de l'Angola, du Burundi et de la Guinée Equatoriale..., conformément au cahier des charges de l'IGF global. Il avait aussi pour objectif de rechercher les ressources utiles en vue de créer une dynamique nécessaire pour la tenue régulière et planifiée du FGI-AC dans les pays membres.

2. OBJECTIFS

Le Forum sur la Gouvernance de l'Internet en Afrique Centrale se veut un continuum Sous Régional du FGI-Afrique en tant que plateforme multilatéral et multi-acteurs de discussion sur les problèmes pertinents liés à l'Internet en Afrique Centrale en Général, et à la gouvernance de l'Internet en particulier.

Spécifiquement, les objectifs recherchés sont les suivants :

- accroître les capacités de gouvernance d'Internet pour les utilisateurs de la Sous-région et s'assurer que toutes les parties prenantes sont bien préparées pour de meilleures contributions et interactions ;
- s'assurer de la prise en considération des préoccupations de la Sous-région dans les Processus du FGI-Afrique et FGI-Global ;
- mettre en place une coordination efficace pour les questions de gouvernance d'Internet en Afrique Centrale ;
- renforcer les modèles de dialogue multi-acteurs pour FGI Nationaux ;

- s'assurer de la représentativité de tous les secteurs dans la Sous-région ;
- s'assurer que tous les 11 pays de la Sous-région prennent part au processus et de l'organisation effective des FGI Nationaux conformément aux principes de l'IGF global;
- faciliter les relations entre les FGI Nationaux et sous régionaux ainsi que des interactions entre les FGI Nationaux ;
- faciliter la participation des différents intervenants aux FGI Nationaux, Sous Régional et Régional ;
- de promouvoir l'usage des langues nationales dans le cyberspace,
- porter une attention particulière à la diversité.

3. PARTICIPATION

La session 2017 du FGI-AC a vu la participation d'une cinquantaine de participants venant de 8 pays sur les 11 que compte la Sous-région Afrique Centrale.

4. PARTICIPATION EN LIGNE

Plus de 150 participants ont suivi les travaux en ligne sur Facebook, Twitter et Webex.

5. OUVERTURE

Les travaux ont démarré dès les premières heures de lundi, 10 avril par l'accueil, l'enregistrement et l'installation des participants dans la somptueuse salle de conférence de l'ARPCE. Trois allocutions ont meublé cette séquence.

La première allocution est servie par le point focal local, Monsieur Jean Philémon KISSANGOU, Président de l'ISOC Congo et CACSUP, qui a souhaité la bienvenue aux différentes délégations et s'est réjoui de la confiance faite au Congo en le désignant comme pays hôte. Il a émis le vœu de voir sortir de cette rencontre des recommandations quantifiables et pragmatiques qui aident la sous-région à se distinguer et à reconquérir la place de leader dans la région. Il a déclaré que toutes les entités du Congo demeurent disposées à apporter leur pierre à la construction de l'écosystème TIC dans la sous-région. Pour terminer, il a dit être confiant des résultats qui seront atteints et compte sur la solidarité numérique des uns et des autres.

Intervenant en seconde position, le responsable du comité d'organisation, en la personne de Michel TCHONANG LINZE a ouvert son propos par un témoignage de

reconnaissance et de profonde gratitude à l'endroit du Premier Ministre, Chef du Gouvernement Congolais avec le parrainage duquel les assises du forum sur la gouvernance de l'Internet en Afrique Centrale sont organisées. Il a tenu à exprimer le plaisir indicible et l'immense privilège qu'il avait de souhaiter à toutes ces hautes personnalités, aux responsables des organisations internationales, aux chefs de missions diplomatiques et à tous les chefs de délégations, une chaleureuse bienvenue dans cette cité capitale, creuset de cultures et ville chargée d'histoire.

Monsieur TCHONANG LINZE a souligné que la tenue de ces assises s'inscrit dans la logique de la quête d'une réponse sous régionale concertée aux préoccupations dont l'événementiel distrait souvent la réflexion, quand il n'en fausse pas la problématique et au nombre duquel se trouve en bonne place la gouvernance de l'Internet.

Pour cet expert du numérique, la réussite de la gouvernance de l'Internet repose sur une parfaite symbiose empreinte de vivacité entre les acteurs principaux relevant des secteurs public, privé et des OSC, des universités, des experts et des particuliers. C'est cet alliage de forces politiques, économiques et sociales, va-t-il marteler, qui constitue un gage important de succès pour la sous-région Afrique Centrale.

A la suite du responsable du comité d'organisation, la parole est revenue au Représentant de zone Afrique Centrale et Madagascar de l'Union Internationale des Télécommunications représenté pour la circonstance par Monsieur Serges ZONGO. Ce dernier a souligné l'importance et la nécessité de tenir sur le plan sous régional ce genre d'assises sur un sujet aussi brûlant que sensible. La communication et les échanges sont la pierre angulaire de la société de l'information. C'est dans cette perspective que la connectivité large bande est aujourd'hui indispensable pour garantir une utilisation efficace des technologies de l'information et de la communication au service de la santé, de l'éducation, de la gouvernance, et du commerce, afin de parvenir à une croissance socio-économique durable.

6. PRESENTATION DES THEMES ET DISCUSSIONS

**Thème1 : ECONOMIE NUMERIQUE ET DEVELOPPEMENT LOCAL/DURABLE :
Jean Philémon KISSANGO, Président CACSUP**

Ce thème a été présenté par sieur Jean Philémon KISSANGOU. Le présentateur s'est adossé sur des données chiffrées et quelques classements pour relever la place et l'importance de l'économie numérique de nos jours. Pour lui, l'économie numérique est sans conteste un levier pour le développement. Il a égrené un long chapelet d'avantages qu'offre cette nouvelle économie aux nations aujourd'hui. A titre d'illustration :

- l'Internet a créé en 15 ans autant de croissance que l'a fait la révolution industrielle en 50 ans (OCDE, 2009) ;
- avec l'économie numérique, les pays peuvent sauter plusieurs étapes du processus de modernisation ;
- 10 % de taux de pénétration du haut débit entraîne une croissance de 1,3 % du PIB ;
- le marché du numérique est estimé à 2,9 milliards d'euro en 2025 (IDATE 2016) ;
- le marché de la télévision et de la vidéo va créer de 3 à 4% de croissance ;
- une ouverture au marché: la Chine avec ses millions utilisateurs de l'Internet...

Après avoir présenté quelques grands projets d'infrastructures TIC notamment pour le Congo, il s'est appesanti sur l'écosystème numérique. La gouvernance de l'Internet a constitué la dernière articulation de sa contribution. Quelques éléments statistiques puisés sur la croissance démographique, le chiffre d'affaire, le nombre d'utilisateurs des smartphones le fondent à penser qu'il fallait une régulation globale de l'espace cybernétique, pour mettre en place des protocoles techniques, et présenter des meilleurs pratiques sur la base d'un model multi-parties prenantes (gouvernement, privés, société civile, académie) de gouvernance de l'Internet.

Les applaudissements très nourris des participants en témoignent à suffisance de la profondeur, de la pertinence et des attentes satisfaites par ce membre de l'ISOC/CACSUP. Plusieurs questions, échanges et autres enrichissements ont permis de mieux cerner les enjeux et défis de la nouvelle économie.

C'est avec visiblement une note de satisfaction que les participants ont accueilli la pause-café, question de digérer ces agapes intellectuelles servie par monsieur Jean Philémon KISSANGOU.

Thème 2: RELATION ENTRE GOUVERNEMENTS ET CITOYENS A L'ERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE : Paul Patrice GOMSE, Président APECOM

Le deuxième thème s'intitulait : « Relation Gouvernements et Citoyens à l'ère de l'économie numérique ». Présenté par Paul Patrice GOMSE d'APECOM (Association pour la Promotion des Ecosystèmes Communautaires et du Développement Durable), l'orateur propose une définition à coloration bicéphale de l'économie numérique. Pour lui, autant **l'économie numérique** peut se définir globalement comme « **la nouvelle économie de l'information et de la communication, qui regroupe les télécommunications, l'audiovisuel et les industries de l'information, tous secteurs qui sont recomposés par le phénomène de la convergence numérique et par les normes IP** », autant elle peut aussi être perçue sous le prisme de **l'ensemble des biens et services qui sont fournis ou échangés sur les réseaux électroniques et les technologies numériques**. Cette définition opératoire permet au présentateur de proposer la démarche sectorielle de l'économie numérique dont les secteurs principaux sont les télécommunications, l'informatique, l'électronique, les services sur Internet, les médias numériques et leurs offres... pour ne retenir que ceux-ci.

Questionnant les relations entre les gouvernements et les citoyens à l'ère du numérique, le présentateur suggère qu'avec la promotion de la démocratie dans la plupart de nos pays, la communication entre les gouvernements et les populations ne devra pas se limiter aux élections, mais davantage s'étendre sur diverses autres formes de participation des citoyens à la gouvernance. Cette démarche aboutira inéluctablement à la dématérialisation progressive des contacts, services et autres consultations. C'est sous cet angle que les gouvernements sont de plus en plus classés selon la célérité et la qualité dont le service public peut être déployé pour le recouvrement fiscal, les procédures des marchés publics, les actes d'état civil...

Une longue séquence d'échanges a ponctué cette intervention. Les participants voulant extraire de l'exposant la substantifique moelle.

Thème 3: LA CYBERSECURITE EN AFRIQUE CENTRALE, QUELLE SOLUTION POUR UNE SOCIETE DIGITALE STABLE ? : Serge ZONGO, Administrateur de Zone Afrique Centrale et Madagascar de l'UIT

Le représentant de l'Union Internationale de Télécommunication a succédé à Paul Patrice GOMSE. Monsieur Serge ZONGO s'est intéressé à la cyber sécurité. Il ouvre son propos par la présentation des missions de l'organisme qu'il représente. Attirant l'attention sur la croissance des menaces de cyber sécurité, il relève que les TIC sont devenus une partie intégrante de la société de l'information et que les réseaux de TIC se rangent aujourd'hui parmi les infrastructures de base. Il ressort de cet exposé que la cybercriminalité épouse des facettes multiformes, plus subtiles, plus sophistiquées et plus affinées les unes que les autres. Dès lors, la vulnérabilité des infrastructures augmente au fur et à mesure que l'utilisation des TIC s'enracine. L'exposant relève que la recrudescence des attaques en ligne découle du peu de frais, du peu de ressources exigibles pour leurs méfaits et davantage du fait que les cybercriminels perpétuent leurs actes à partir du confort douillet de leur domicile.

Après un inventaire des formes du mode opératoire des cybercriminels, il suggère que les pays de l'Afrique Centrale peuvent apprendre des grands voisins. La mentalité des cybercriminels de l'Afrique de l'Ouest, les types d'attaques sont autant d'indices qui peuvent aider à l'élaboration d'un arsenal de dispositions cyber sécuritaires.

Thème 4 : ÉVALUATION DU ROLE DE LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET DANS LES ODD EN AFRIQUE CENTRALE : YAOVI ATOHOUN, Stakeholder Engagement & Operations Manager – Africa ICANN

Monsieur YAOVI ATOHOUN a entretenu les participants sur ICANN et sur le renforcement des capacités dans la stratégie africaine et au sein de l'ICANN. Son exposé qui s'est organisé autour du triptyque : élaboration de la Stratégie africaine, programme-clés de la Stratégie Africaine et autres programmes aura le mérite d'offrir un autre regard sur cet organisme et permettra aux participants de comprendre les opportunités offertes par l'ICANN.

L'expert de l'ICANN s'est appesanti sur la nécessité pour les états africains de disposer des noms de domaines et d'en tirer le meilleur parti. Le nom de domaine, soulignera-t-il, est une donnée patrimoniale.

Il est ressorti des échanges que l'ICANN dispose des bourses de formation pour des jeunes. Il suffit simplement d'aller sur leur site pour d'amples informations.

Thème 5 : INTERNET ET LES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE : Cyrille TCHOFFO du CAPDA et Gabriel BOMBAMBO RDC

Après l'expert de l'ICANN, un tandem constitué de Gabriel BOMBAMBO BOSEKO et Cyrille TCHOFFO du CAPDA a servi aux participants une contribution s'articulant sur l'Internet et les objectifs de développement durable. Il s'est agi de s'intéresser aux rôles de l'Internet dans l'accompagnement des politiques de développement durable. Après avoir montré que les objectifs du millénaire pour le développement diffèrent de ceux de développement durable en ce que les deuxièmes ont une dimension universelle et couvrent l'ensemble des enjeux de développement dans tous les pays, ce tandem a rafraîchi la mémoire des participants en revenant sur les huit OMD. Les ODD sont un ambitieux programme, poly-étagé, accrédité d'une dimension holistique dont l'implémentation logera la planète dans le confort du développement, de la croissance et du bien-être. Accroître nettement l'accès aux technologies de l'information et de la communication et faire en sorte que tous les habitants des pays les moins avancés aient accès à Internet à un coût abordable d'ici 2020. Pour ce faire, l'Internet joue un rôle de premier plan. Le réseau des réseaux en effet le substrat sur lequel se bâtiront le télétravail, l'optimisation des services de mobilité, les smart cities et la promotion de la simultanéité.

7. OUVERTURE DU SALON OSIANE

Le 11 avril, les travaux du FGI-AC ont cédé momentanément la place à l'ouverture du Salon des Technologies de l'Innovation et de la Communication OSIANE 2017 au Palais des Congrès de Brazzaville. C'est une initiative de l'association des professionnelles du numérique PRATIC qui se veut une plateforme d'échanges, de réflexion et d'expositions sur les bonnes pratiques du numérique et de l'innovation.

Les participants ont eu l'occasion d'assister au panel d'ouverture au cours duquel le V/P de l'ICANN, monsieur Pierre DANDJINOU et Pr Abdoullah CISSE, professeur des universités et Représentant Résident de la Banque mondiale Congo, ont tour à tour pris la parole pour souligner le rôle des citoyens et des politiques pour faire de l'Internet un incubateur de croissance en Afrique.

Pour Pierre DANDJINOU de l'ICANN, le continent avance et se numérise. Il salue le génie des jeunes africains, lesquels abattent un travail de recherche remarquables et développent des applications qui témoignent de leurs talents. Pour l'expert, il faut non seulement encourager ces jeunes, mais davantage encadrer leurs travaux afin qu'ils ne se diluent métaphoriquement dans la Silicon Valley. L'autre défi qu'évoque monsieur DANDJINOU réside dans le combat contre la cybercriminalité. L'expert relève que les appareils android que nous utilisons disposent de 14 failles qui sont autant des possibilités d'attaques. La troisième préoccupation et non des moindres est celle de l'interruption d'utilisation de l'Internet par certains gouvernements. L'orateur souligne le caractère continu de l'Internet et se demande comment on devrait concilier les besoins de sécurité et les droits des individus. Il a insisté sur l'impérieuse nécessité de construire et/ou de renforcer les infrastructures. Pour lui les pays africains ont véritablement un rôle à jouer au lieu de se confiner à la collecte des subventions. C'est en définitive une approche holistique qui devra prendre en compte la formation, les compétences, la modernisation des administrations. Toute l'Afrique Centrale partage à ce jour à peine 400 000 noms de domaine.

Le Représentant Résident de la banque mondiale, Pr Djibrilla ISSA pour sa part relève pour le déplorer le caractère essentiellement vulnérable des économies africaines, en dépit de leurs diversités qui sont autant d'opportunités de développement. Internet, dira-t-il, est un processus historique résultant de l'innovation humaine et du progrès technologique. Internet évoque intégration et l'imbrication croissante des économies du monde entier au moyen des courants d'échanges et des flux financiers, des transferts internationaux de main d'œuvre ou de connaissances. On l'accrédite des dimensions culturelle, politique, sociale et environnementale. Restant dans son couloir, le représentant résident insiste sur l'efficacité grâce à Internet et invite les

pays et les citoyens africains à tirer parti des opportunités de plus en plus nombreuses qu'offrent les TIC de par le monde.

Thème 6 : LE ROLE D'ICANN EN AFRIQUE, Laurent FERRALI, ICANN

Avec la reprise des travaux, Laurent FERRALI de l'ICANN a entretenu les participants du FGI-AC sur le rôle d'ICANN. Ainsi, l'on retient qu'avec l'évolution d'Internet, le Gouvernement américain qui a jusqu'au 30 septembre 2016 joué le rôle de gendarme d'Internet dans la monde, a été amené à s'ouvrir pour partager cette responsabilité d'ordre mondial.

Ainsi, les participants ont pu noter que, pour atteindre une machine ou un appareil connecté, le moteur de recherche a besoin de connaître son adresse, qui prend la forme de nom ou de numéro. Cette adresse doit être unique pour que l'on puisse de façon fiable trouver et contacter les machines, appareils et sources d'information où que ce soit dans le monde. C'est ainsi que de dizaines de milliers de réseaux apparaissent et fonctionnent comme « Un seul Internet ». En concertation avec la communauté opérationnelle technique, l'ICANN maintient et administre les registres contenant ces adresses uniques dans le monde entier, afin d'assurer la sécurité, la stabilité et l'intégrité d'un Internet unique où nous sommes sûrs de nous retrouver.

Le participant va beaucoup s'étendre sur les fonctions coordonnées par l'ICANN à savoir : les DNS, les numéros de l'Internet et les paramètres de protocoles. Aussi, des questions sur l'implication de la gestion, retiendra-t-on que de nombreux groupes, qui représentent les différents intérêts et spécialités de l'Internet, travaillent tous avec le Conseil d'administration pour élaborer les politiques de l'ICANN. Ce sont : les Organisations de soutien, les Comités consultatifs, les Organes consultatifs techniques et le Conseil d'administration.

Enfin, les participants ont été invités à :

- s'inscrire sur www.icann.org pour recevoir les mises à jour ;
- rejoindre l'un des nombreux forums et commentaires publics sur le site de l'ICANN ;
- participer aux réunions publiques de l'ICANN en personne ou en ligne pour apporter des contributions aux forums publics ;

- rejoindre l'une des organisations de soutien ou l'un des comités consultatifs de l'ICANN ;
- suivre l'ICANN sur Twitter, Facebook ou LinkedIn ;
- s'abonner aux bulletins d'information d'ICANN ;
- participer aux programmes de bourses d'ICANN ;
- rejoindre un groupe d'engagement régional.

Thème 7 : NATIONAL AND REGIONAL IGF INITIATIVES (NRIs) en ligne depuis Genève par Mme Anja GENGO; Point Focal NRIs du secretariat du FGI Global

En vidéo-présentation, Mme Anja GENGO a pu entretenir les participants sur le contexte de mise en place des Initiatives Régionales et Nationales du FGI. L'on peut ainsi retenir en substance que:

- l'Agenda de Tunis a établi le Forum de la Gouvernance de l'Internet (paragraphe 72);
- il n'y a pas d'appel spécifique pour les FGI Nationaux et Régionaux;
- la reconnaissance de l'approche multiacteurs comme un principe fondamental;
- l'encouragement des processus de FGI Nationaux, Régionaux et international pour la discussion et la collaboration;
- plusieurs pays ont commencé leurs processus de FGI Nationaux en 2006, mais la reconnaissance formelle par le Secrétariat s'est développée à partir de 2009.

Par ailleurs, les participants ont noté que les NRIs ont accepté de suivre les principes fondamentaux et caractéristiques des FGI, afin d'être identifiés par le FGI Global et être présent sur le site web du FGI Global. Ainsi, les caractéristiques fondamentales et principes qui régissent les NRIs sont :

- organique
- Indépendant
- l'égalité des participants, c'est-à-dire sur le même pied d'égalité;
- le nivellement du bas vers le haut;
- l'aspect multiacteurs;
- ouvert et transparent;
- inclusive ;

- non commercial.

Cette présentation a pu montrer l'évolution des NRIs (national, régional et des jeunes) entre 2011 et 2016. L'on peut noter qu'à ce jour, il existe 49 FGI Nationaux, 15 IGF Sous régionaux, et 8 FGI des jeunes ; ce qui est encore très faible.

Thème 8 : ROLE DE L'INTERNET DANS LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE, MAKANE FAYE, SECRÉTARIAT DU FORUM AFRICAIN SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET (AFIGF), UNION AFRICAINE

Avec les soucis de connexion, la présentation de Monsieur Makane Faye a été présentée en différée. Son intervention est revenue sur l'historique, le contexte de mise en place et le rôle des FGI. L'on a retenu qu'au cours des trois dernières décennies, le monde a connu des changements majeurs dans la façon dont les affaires sont menées. Les facteurs clés de ces changements sont la mondialisation, parallèlement au développement fulgurant des technologies de l'information et de la communication.

Deux exemples illustratifs (BM) sur l'apport de l'Internet dans la croissance économique :

- une augmentation de 10% du taux de pénétration de l'Internet accroît le PIB de 1,3% ;
- une augmentation de 10% du taux de pénétration de la téléphonie mobile accroît le PIB de 1,2%.

En outre, Internet contribue à résoudre les problèmes transfrontaliers résultant de l'adoption par les chefs d'État africains en juin 2014 de la Convention de l'Union Africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel.

Pour ce qui est du processus de gouvernance de l'Internet en Afrique, l'on retient que les ministres africains des TIC ont adopté la Déclaration de Khartoum en 2012 demandant aux Etats membres, entre autres actions, d'organiser des forums nationaux, sous-région et régionaux et de s'impliquer activement dans les FGI globaux. C'est dans ce contexte que démarra la série des FGI continentaux (<http://afigf.org/>) qui furent organisés avec succès par l'Union africaine, le NEPAD, la CEA et leurs partenaires :

- En Egypte, du 2-4 octobre 2012 ;
- Au Kenya, du 23-26 octobre 2013 ;
- Au Nigeria, du 10 au 12 juillet 2014 ;
- En Ethiopie, du 6 au 8 septembre 2015 ; et
- En Afrique du Sud, du 16 au 18 octobre 2016.

Par ailleurs, en ligne avec la Déclaration de Khartoum des Ministres TIC, La Commission de l'Union africaine envoya une lettre à la Guinée Equatoriale pour l'organisation du 3^{ème} Forum FGI AC et fit de même pour la République du Congo lui demandant de bien vouloir organiser le 4^{ème} forum.

L'exposé a ensuite faite une part belle à la Déclaration de l'Union africaine sur la Gouvernance de l'Internet qui renseigne sur les principales résolutions des Chefs d'Etats dont les extraits sont exposés ci-après devraient accompagner les initiatives des FGI nationales et sous régionales :

- Para 15 : Respect des principes fondamentaux d'un Internet résilient, interopérable, neutre et ouvert. Implication dans l'élaboration de politiques liées à Internet de toutes les parties prenantes ;
- Para 22. Le rôle fondamental que doivent jouer les CERs dans l'organisation et la facilitation des Forums sous régionaux. La SADC et la CEDEAO organisent les FGI de leurs zones respectives dans un cadre totalement multi-acteurs.
- Para 26. Mise en place de mécanismes permettant la participation de toutes les parties prenantes.
- Para 28. Les Etats membres doivent supporter la participation de toutes les parties prenantes.
- Para 45. Mise en place de mécanismes de suivi de la mise en œuvre des FGI.

Pour conclure sa présentation, l'on retient que la Gouvernance de l'Internet étant un processus multi-acteurs, il est demandé aux gouvernements, à la société civile, au secteur privé, aux chercheurs et autres parties prenantes de travailler activement ensemble dans l'élaboration des politiques liées à Internet et leur mise en œuvre aux niveaux national, sous régional, régional et international ; ceci étant le seul gage d'un

Internet résilient, interopérable, neutre et ouvert, tel que prôné par le paragraphe 15 de la Déclaration de l'UA sur la Gouvernance de l'Internet.

8. STRUCTURATION DU MAG DU FGI AFRIQUE CENTRALE

Après les différentes présentations, l'on est passé à la structuration du FGI Afrique Centrale. En substance on peut retenir ce qui suit :

Le Groupe Consultatif Multi-acteurs (Multistakeholder Advisory Group – MAG) est un groupe menant des concertations permettant d'identifier des thèmes occasionnant la tenue annuelle de l'IGF global à l'échelle mondiale.

Procédure : elle doit être issue de la composition des MAG nationaux et reflétée l'ensemble des entités identifiées à l'échelle nationale, à la seule différence que les entités sous régionales représentent, chacune, les pays dans la sous-région.

Les pays de la sous-région (Angola, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, R.D. Congo, Sao Tome et principe, Tchad, Rwanda) doivent désigner un représentant par pays pour en faire une composition représentative du MAG (CEEAC, gouvernement, media, CEMAC, université, culturel, fournisseur d'accès, OSC TIC, régulateur, OSC consommateurs /utilisateurs(TIC), OSC Droit humain).

Désignation :

- La CEEAC et la CEMAC sont des structures transversales de la sous-région.
- Pour le gouvernement, choisir de manière collégiale un pays dont les avancées sont notables dans l'évolution des TIC.

Pour le reste de la composition : faire un tirage au sort de chaque entité représentée par un pays.

Assignations :

Le MAG Afrique Centrale devra se réunir chaque année pour la synthèse des thèmes identifiés par les MAG des IGF nationaux et cela quelques mois (deux mois souhaitables) avant l'IGF Afrique (AfIGF).

Il devra également activer les responsables des IGF nationaux, afin de promouvoir les participations actives des différents secteurs dans les activités de l'IGF (accroître la sensibilisation sur le Forum de la Gouvernance Internet).

Il devra organiser des plates-formes de renforcement des capacités et participer aux activités de concertation sur le numérique dans les pays membres et pays partenaires

Postes à pourvoir (Coordination Sous régionale) :

- I. **Coordonnateur** (poste rotatif annuellement désigné chaque fois par le pays hôte). Il faut noter que ce poste sera attribué après que les pays se soient signalés. Provisoirement, les pays tels que le Gabon, la Guinée Equatoriale, le Congo, et le Tchad sont pressentis pour l'année en cours. L'on attend la confirmation après les différentes concertations avec le secrétaire exécutif.
- II. **Secrétaire Exécutif** (Michel TCHONANG LINZE, Cameroun)
- III. **Chargé des relations publiques et communications** (ABDELDJALIL BACHAR BONG, Tchad)
- IV. **Chargé des Finances** (Mme Darcia KANDZA, Congo)
- V. **3 Conseillers** (secteurs publiques, privés et experts) : Dieudonné KARASAVYE Burundi, Serge Désiré OUEFIO RCA, Gabriel BOMBAMBO Boseko RDC.
- VI. **10 Points focaux** (MAG-IGF nationaux)
Ce bureau est chargé de mettre en place les textes régissant le fonctionnement du MAG-IGF AC jusqu'à l'adoption du prochain bureau (délai une année).

La commission chargée d'élaborer les textes à soumettre en ligne est composée de :

1. Serge-Parfait GOMA
2. Paul Patrice GOMSE
3. Emery Patrice DISSOUSSOU
4. Cyrille TCHOFFO
5. Marc Vincent de Paul KALLYTH
6. Serge Abel ONGANI

9. RECOMMANDATIONS

Des échanges et des contributions il se dégage des recommandations spécifiques que voici :

Pour les gouvernements :

- La promotion et la protection des Droits de l'Homme dans le contexte de l'ère numérique ;
- L'amélioration de l'accessibilité aux infrastructures et outils des TIC pour une meilleure inclusion numérique dans les pays de la sous-région ;
- La considération de l'aspect multi-acteurs dans la gestion et la promotion des TIC aux niveaux nationaux et sous régional ;
- L'amélioration de la Gouvernance d'Internet dans les pays de la sous-région ;
- La promotion de l'ouverture d'Internet à un plus grand nombre ;
- La responsabilisation et la sensibilisation des services publics face aux préoccupations des citoyens ;
- Le renforcement et l'insertion des TIC dans les systèmes éducatifs nationaux, afin de contribuer à l'appropriation du numérique par les nouvelles générations ;
- La mise en œuvre des mesures juridiques pour lutter contre la cybercriminalité et le renforcement de la posture de cybersécurité ;
- L'établissement d'un CERT/CSIRT national légalement mandaté et bien outillé et un CERT sous régional avec l'accompagnement de l'UIT ;
- L'élaboration d'une stratégie nationale de la cybersécurité accompagnée d'une feuille de route détaillée et accessible par toutes les entités ;
- La désignation d'un organisme national chargé de la cybersécurité (consortium par exemple, à ne pas confondre avec les directions des services des ministères ou de structure spécialisée des TIC).

Pour l'UA-CEA-AFIGF

- Le soutien à la formation, l'éducation et les efforts de sensibilisation de l'utilisation de l'Internet dans les pays ;
- La promotion des partenariats public-privé et de la communauté des utilisateurs ;
- La promotion de l'accès aux nouvelles technologies aux couches sociales les plus défavorisées, voir les pays insulaires ou lanlocked ;
- L'usage de toute sa stratégie en vue de la ratification et d'adhésion des états de l'Afrique centrale à la Convention de l'Union Africaine sur la Cybersécurité et la protection des données à caractère personnel ;
- Le soutien régulier des FGI nationaux et sous régionaux.

Pour ICANN

- Le Renforcement des capacités en vue de l'élaboration des politiques en matière de TIC dans les pays et la sous-région conformément à son mandat ;
- Le développement avec ses partenaires des infrastructures qui aident à rendre Internet plus accessible et à un coût abordable ;
- La promotion de la participation active des pays d'Afrique Centrale dans l'écosystème mondial de l'Internet ;
- Le soutien des actions et activités des acteurs du numérique dans les pays de la sous-région.

Pour l'UIT

- Le soutien ou l'accompagnement à la mise en place des plates-formes de communication dynamiques pour le partage d'informations et d'expériences ;
- L'appui au développement d'une task-force sous régionale multi-acteurs qui assistera les états membres en Cyber sécurité ;
- La promotion de la stratégie de mise en place du Roaming gratuit dans la sous-région en vue d'une bonne intégration de celle-ci ;
- La sensibilisation des régulateurs et les organisations sous régionales à soutenir les initiatives du FGI-AC ;
- La consolidation des fondations de l'émergence des pays de la sous-région grâce au numérique inclusif et ouvert ;
- La motivation auprès des entités et autres organisations internationales pour une réflexion qui aide à établir un nouveau modèle de développement qui prenne en compte le bien être humain, l'équité sociale, la croissance à la lumière des ODD ;
- L'appui à la mise en place d'un processus de suivi et d'évaluation des recommandations des FGI nationaux.

Pour la CEEAC/CEMAC :

- L'assistance à la coordination et au Secrétariat Exécutif du FGI-AC dans le processus de redynamisation de la sous-région ;
- L'assistance dans la mobilisation des ressources pour les activités du secrétariat exécutif du FGI-AC ;

- La facilitation et l’encouragement au développement de contenus et l'accès à l'information et aux connaissances du numérique dans la sous-région ;
- L’établissement d’une collaboration constructive avec le Secrétariat Exécutif du FGI-AC en vue de la promotion et le développement de l’économie numérique dans la sous-région ;
- L’invitation régulière du Secrétariat Exécutif du FGI-AC à toutes les rencontres relatives aux TIC ;
- L’organisation des rencontres de renforcement des capacités des acteurs du numérique dans la sous-région ;
- La facilitation de la participation des acteurs de la sous-région à l’AfIGF et autres fora de la gouvernance de l’Internet appropriés ;
- La promotion de l’utilisation des TIC et Internet dans le développement socio-économique de la sous-région Afrique Centrale ;
- Le soutien des actions de promotion des questions liées à la gouvernance de l’Internet dans la sous-région ;
- La mise en place d’un observatoire du FGI et de l’Internet des pays de la sous-région.

Pour la commission chargée d’élaborer les textes

- Se mettre au travail et proposer dans un délai de 6 mois des textes normatifs pour un bon fonctionnement de la coordination sous régionale de l’IGF.

En somme et à la suite d’autres fora :

- *Considérant les conclusions des différents fora antérieurs sur la Gouvernance de l’Internet, notamment ceux du 14 au 16 Octobre 2009 à Accra au Ghana, du 14 au 18 novembre 2009 à Sharm El Sheik en Egypte, du 27 au 30 septembre 2011 à Nairobi au Kenya ;*
- *Exhortons les gouvernants, le secteur privé, les organisations de la société civile, à une plus grande ouverture, afin d’établir une collaboration étroite avec toute les parties prenantes pour le développement d’un réseau internet sécurisé ;*
- *Demandons au NEPAD, à la CEEAC, à la CEMAC et aux Etats de clarifier chacun en ce qui le concerne ses priorités d’action avec le secteur privé et les Organisations de la Société Civile dans la gouvernance des TIC et la réduction de la fracture numérique ;*

- Demandons à la CEEAC, la CEMAC, la CEA-BSR, l'UIT, les régulateurs de prendre en compte dans leur priorité l'organisation régulière du FGI-AC, le soutien du secrétariat exécutif et d'accompagner (matériel et logistique, financement, ressources humaines...) les initiatives pays ;
- Réaffirmons notre maturité et disponibilité à travailler en toute confiance et dans un esprit d'ouverture et de partenariat avec toutes les autres parties prenantes dans le respect du rôle et de la spécialité qui est la nôtre ;

10. SESSION DE CLOTURE

Après deux jours d'intenses travaux, l'on s'est acheminé vers la fin de la session ponctuée de prises de parole. D'abord, celle de Monsieur CHENGETAI MASANGO, représentant le Secrétariat de Forum de la Gouvernance de l'Internet global. Il est revenu sur le contexte de mise en route du FGI avec comme point d'encrage le SMSI 2006. Il a félicité les organisateurs et encouragé les participants afin que les idées recensées soient implémentées dans les différents pays en tenant compte du point de vue de tous les acteurs. Comme on le sait, dira-t-il, le Forum sur la gouvernance de l'Internet est une plate-forme multipartite pour rassembler tous les groupes d'intervenants intéressés par des questions liées à Internet. Depuis ses débuts, l'IGF est orienté vers l'élaboration d'un programme complet de réunion annuelle dans le cadre d'un ensemble d'activités qui font partie du processus préparatoire annuel.

Cependant, avec de nombreuses divergences substantielles sur les questions liées à la gouvernance de l'Internet, à travers les pays et les régions, cette tâche n'est pas facile. Les IGF nationaux, sous régionaux et régionaux sont en ce sens des partenaires très importants pour l'IGF mondial, car ils représentent des initiatives de bas en haut qui, grâce à leurs processus ouverts, inclusifs et multi-acteurs apportent des contributions précieuses de leurs communautés respectives à l'IGF mondial.

Ensuite, c'était au tour de MARILYN CADE d'adresser ses vives félicitations aux participants au forum. Elle a souligné que le Forum de Gouvernance d'Internet pour la sous-région Afrique Centrale est l'une des trois premières avec Trinidad-Et-Tobago et l'Afghanistan des NRIs à se tenir en 2017. Elle relève que l'Afrique Centrale est l'une grandes contributrices dans l'engagement du continent auprès d'ICANN, du FGI et

d'autres fora des Nations Unies. L'Afrique est le deuxième continent le plus peuplé et a été noté comme le plus jeune continent ; ce qui signifie qu'on devrait prendre en considération l'apport d'Internet pour nos pays et nos citoyens. Elle souligne ensuite que c'est en 2015 qu'il a été exprimé la nécessité de création des réseaux entre les NRIs et en 2016. L'engagement est de passer de moins 40 à plus de 80 NRIs et le FGI AC est la matérialisation de cet engagement. Les initiatives locales et régionales sont déterminantes pour faire avancer Internet et d'autres projets comme les objectifs de l'IGF.

C'est une année difficile pour l'IGF elle-même, car elle doit s'assurer que son MAG comprenne que l'IGF mondial prenne en compte le lien avec l'Agenda 2030 de l'ONU pour le développement durable tout en restant fidèle aux problèmes généraux de la gouvernance de l'Internet - les deux sont essentiels pour le progrès social et économique. Les NRI sont un réseau unique et indépendant et doivent continuer à se concentrer sur les changements au niveau national et régional, même si vous participez et contribuez à l'IGF mondial.

Les contributions du NRI sont extrêmement instructives et utiles aux activités d'intersessions de l'IGF et, en fait, les discussions du NRI sont également essentielles pour informer davantage sur l'IGF 2017. Bien que la sous-région ne puisse pas encore aborder activement cela, il est possible également de conseiller les représentants gouvernementaux lorsqu'ils occupent des postes à l'UIT, à l'ONU CSTD, à l'ONU ECOSOC et à l'UNESCO.

Le prochain Forum du SMSI en juin - qui a lieu à Genève, en Suisse, est une opportunité unique pour l'Afrique Centrale de partager des points de vue avec les gouvernements et de veiller à ce que toutes les opinions des parties prenantes soient prises en considération. Cela ne nécessiterait qu'un rapport actualisé soit envoyé de l'IGF de l'Afrique centrale aux représentants des affaires étrangères dans les missions diplomatiques à Genève, leur présentant les assises et les sujets abordés. Bien qu'il soit peut-être tard en 2017, l'Afrique Centrale peut envisager un tel communiqué pour les futurs IGF de l'Afrique centrale.

Monsieur Michel TCHONANG LINZE a clôturé la session en remerciant les participants et le pays hôte pour son sens d'hospitalité et sa dynamique dans le

secteur. Aucun pays n'ayant confirmé l'hébergement de la prochaine session, mandat a été donné au secrétaire exécutif de tenir les acteurs de la promotion de la gouvernance d'Internet informé sur le planning après ses différentes démarches auprès des gouvernements des pays de la sous-région. D'autres activités seront aussi organisées en vue de garder la sous-région dans la dynamique.

En conclusion

Dans un contexte international où les questions relatives à l'Internet font désormais la Une de l'actualité, le comité d'organisation du Forum s'est fixé comme challenge de faire de cette initiative une opportunité pour contribuer au renforcement du dialogue entre acteurs de la sous-région Afrique Centrale et à faciliter leurs contributions aux débats globaux. Cette initiative a permis de se documenter et à être à jour sur toute initiative technique, économique en vue de notre efficacité ;

La question sur une participation efficace de la sous-région dans les questions de GI au niveau des IGF et des autres organes qui régulent techniquement l'Internet a été évoquée, la réflexion évolue avec plein d'espoir ;

Pour essayer de faire rayonner la sous-région sur cette plateforme utile dans l'économie numérique, nous invitons les **pays de la sous-région** à solliciter d'être le **pays hôte du FGI pour l'Afrique (AFIGF 2017)** prévu courant **Septembre-Octobre 2017**. Le secrétariat exécutif se chargera de transmettre, de motiver et de faire le suivi de nos intentions en y associant si nécessaire les experts et les entités de la sous-région Afrique Centrale./-

Coordination :

- Luc MISSIDIMBAZI (Conseiller TIC du Premier Ministre),
- Michel TCHONANG LINZE (CAPDA),
- Jean Philémon KISSANGOU (ISOC).

Rapporteurs :

- Cyrille TCHOFFO
- Serge-Parfait GOMA
- Paul Patrice GOMSE

ANNEXES :

Motion de Remerciements

Sensibles à l'attention portée aux participants du FGI-AC,

Nous, participants au 5ème Forum sous-régional sur la gouvernance de l'internet en Afrique centrale (IGF-AC) réuni à Brazzaville du 10 au 11 Avril 2017.

- Au terme dudit forum que nous avons tenu avec joie dans votre beau pays, il nous est agréable de renouveler à Votre Excellence l'expression sincère de nos remerciements les plus vifs pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité généreuse que vous-même, votre gouvernement et votre peuple avez réservés aux différentes délégations,
- Aussi, nous exprimons particulièrement notre gratitude à son Excellence Monsieur Denis Sassou Nguesso, Président de la République du Congo, Chef de l'Etat d'avoir rendue possible la tenue dudit Forum, afin d'aider les pays de la sous-région à se structurer et d'harmoniser les points de vues sur des questions liées à la Gouvernance de l'internet et l'écosystème du numérique.
- Remercions le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, le ministre délégué à l'économie numérique et à l'innovation, puis tout son staff pour leur accueil, l'hospitalité, la bonne conduite des travaux;
- Exprimons notre reconnaissance au comité d'organisation, à tous les acteurs et les partenaires pour la réussite de l'évènement.

ALLOCUTION D'OUVERTURE du 10 Avril 2017
Du Coordonnateur FGI-AC Michel TCHONANG LINZE

Monsieur le Représentant des institutions du gouvernement du Congo

Monsieur le Représentant du Bureau Zone Afrique Centrale et Madagascar de l'Union Internationale des Télécommunications,
Monsieur le Représentant de l'ICANN

Messieurs les représentants des organisations internationales,
Mesdames et messieurs les chefs de délégation :

Messieurs les Directeurs Généraux ;

Mesdames et messieurs les acteurs du développement du digital ;
Honorables invités,

Mesdames, Messieurs, chers amis et collègues des organisations de la société civile,

Permettez-moi de m'acquitter d'un agréable devoir, celui d'adresser en cette circonstance solennelle, nos vifs et sincères remerciements à son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la République du Congo, sous le très haut parrainage de qui, ces importantes assises sont organisées dans notre sous-région.

Qu'il me soit aussi permis, bien que les superlatifs ne les quantifient pas à suffire, de vous exprimer le plaisir indicible et l'immense privilège que j'ai, de souhaiter à toutes ces hautes personnalités, aux responsables des organisations internationales, aux chefs de missions diplomatiques et à tous les chefs de délégation une chaleureuse bienvenue dans cette cité capitale, creuset de cultures et ville chargée d'histoire. La tenue de ces assises s'inscrit, vous vous en doutez, dans la logique de la quête d'une réponse sous régionale concertée aux préoccupations dont l'événementiel distrait souvent la réflexion sur leur nature et leur fond, quand il n'en fausse pas la problématique.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La notion de gouvernance est émergente et transdisciplinaire. Et comme toute notion émergente, on en trouve presque autant de définitions que

de personnes travaillant sur le concept. C'est pourquoi ce Forum sur la Gouvernance de l'Internet, seule instance multipartite de dialogue, espace d'échange et de coopération, cadre de réflexion sur les problématiques liées à l'Internet, devra servir de tremplin pour passer en revue les questions pertinentes et importantes liées à l'impact de l'Internet et des TIC dans les politiques de développement de nos états, résolument engagés sur les sentiers de l'émergence.

Ce n'est plus un secret pour personne, Internet et les Techniques de l'Information et de la Communication, quel que soit le prisme sous lequel ils sont considérés, épousent des formes et des contours spécifiques et instaurent de nouveaux modèles d'échange qui viennent se greffer aux formes qui leurs préexistent, mais aussi auxquelles elles collent des visages nouveaux. Il apparaît dès lors évident que les états et les gouvernements de la sous-région devront s'investir à améliorer non seulement l'accès mais davantage garantir une bonne gestion de l'Internet pour les populations et les services.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Internet est sans conteste le vocable le plus utilisé en ces dernières décades. Il devient à mesure que s'amoncellent les jours, un instrument incontournable pour la réalisation des politiques d'émergence vers lesquelles nos pays sont résolument engagés, qui en 2020, 2025, 2035...2063. En raison de son caractère infini, Internet fait l'objet de menaces asymétriques et d'une utilisation qui ne jure pas avec ses objectifs éthiques. Chacun comprend dès lors pourquoi les intelligences locales et d'éminents experts, venus de divers horizons, ont répondu à l'invitation aux assises de Brazzaville. La gamme variée des contributions qui nous seront servies pendant les deux jours baliseront le terrain et jetteront donc les bases d'une réflexion, mieux d'un débat

que nous voulons essentiellement réaliste et où nous construirons avec dévouement le secrétariat de notre coordination sous régionale.

Par ailleurs, je crois fermement que la réussite de la gouvernance de l'Internet repose sur une parfaite symbiose empreinte de vivacité entre les acteurs principaux relevant des secteurs public, privé et des OSC, des universités et des particuliers. Nul ne pourra y parvenir seul et cet alliage de forces politiques, économiques et sociales constitue un gage important de succès pour notre sous-région. Je voudrais appeler les organisations sous régionales telles que la CEEAC, la CEMAC, la BEAC, CEA-BS-AC à consacrer un appui logistique et une coordination efficiente pour une sous-région développée en numérique respectant l'approche multiacteur et non une gouvernance de sous tutelle.

Il serait irrévérencieux pour ma part, de conclure ce propos en omettant de remercier très chaleureusement une fois de plus le premier ministre congolais, l'UIT, l'ICANN, l'IGFSA, l'AfRINIC, le secrétariat mondial du FGI, l'AfIGF, l'UA, l'ISOC, les régulateurs et toutes celles et ceux qui ont effectué le déplacement pour le forum de la gouvernance de l'Internet Afrique Centrale, sacrifiant de leur temps et de leur occupation, pour qu'ensemble nous explorions des voies pour asseoir les ressorts de la gouvernance dans cette partie du continent, en matière d'Internet. L'écosystème numérique de l'Afrique Centrale arrive.

Vive l'approche multi acteur

Vive le FGI – Afrique Centrale

Vive la coopération internationale

Je vous remercie

Central African IGF 2017: 11 April 2017

Closing Remarks by Mr. Chengetai Masango, United Nations Secretariat of the Internet Governance Forum

Distinguished Experts,
Dear Colleagues present onsite and online,
Ladies and Gentlemen,

On behalf of the United Nations Secretariat of the Internet Governance Forum, I would like to congratulate you on organizing the Central African IGF. I regret that I could not be part of this important meeting in person.

As you know, the Internet Governance Forum is a multistakeholder platform for gathering all interested stakeholder groups to discuss the issues pertaining to the Internet. It was established in 2006 by the World Summit on Information Society and convened by the United Nations Secretariat General.

From its beginnings, the IGF is oriented toward developing a comprehensive annual meeting programme within a set of activities that are part of the annual preparatory process.

However, with many substantive differences on Internet governance related matters, across countries and regions, this task is not easy.

The national, sub-regional and regional IGFs are in this sense very important partners to the global IGF, as they represent bottom up initiatives that through their open, inclusive and multistakeholder processes bring valuable inputs from their respective communities to the global IGF.

We are mostly grateful to the organizing team of the Central African IGF for investing huge efforts in organizing this wonderful two-days meeting.

It showed us what are relevant issues for your respective region, and gave us new perspectives.

We are hoping to have many of you present at the 2017 IGF that will be at the United Nations Offices in Geneva, Switzerland from 18 to 21 December, where the programme is developed around the main theme: Shape your digital future.

Once again, thank you for your excellent work and please continue like this in the years ahead.

The IGF Secretariat is at your disposal for any assistance needed.

Marilyn Cade

On the occasion of the Central Africa IGF

Dear Colleagues and Friends

First, let me congratulate you on holding the Central Africa IGF, AND congratulate you on being among the first – joining Trinidad and Tobago and Afghanistan and now you are the third in the NRIs to be held in 2017. The countries that make up Central Africa have been strong contributors to engagement of Africa as a continent in ICANN, in the IGF, and in other UN fora. Africa is the second largest continent in size and population, and has been noted as the youngest continent. That means that we must embrace how Internet Governance is meaningful to your countries and to your continent and to your citizens.

To be effective today in guiding Internet policies, and to achieve the Sustainable Development Goals – the SDGs--, we must engage with stakeholders and bring forward a truly multi stakeholder approach to address the view that all of us take – whether they are in a UN event, or a multi stakeholder event such as the IGF, or ICANN. Thus, I congratulate you for the Central Africa IGF Initiative and then, I ask that you use this great fora to ensure that the voices of all of your different stakeholders are informing the views that are taken in different events that can influence the future of the Internet.

National and Regional IGF Initiatives (NRIs) are central to advancing local Internet and policy issues as well as the goals of the IGF itself. Your Central Africa IGF is essential to increasing the participation of individuals from all countries, and this is a goal the IGF community takes very seriously.

But it is not just that we meet but we meet as all stakeholders, on an equal footing. This is a major challenge for all countries, not only in Africa. And for all stakeholders who have to learn new behaviors as we speak and engage and respect all views.

Many of you will know that I speak and engage with NRIs from many regions. I most recently was invited to join the Afghanistan NRI and this opportunity to go to a country that shares many of your challenges was very illuminating to me. When we say: we engage as multi stakeholders – we need to understand that we are asking for major change. Change from business participants, from NROs, Civil Society and from governments.

We need to think about how we engage thoughtfully and with mutual respect as we discuss Internet governance. Yes, each of us have responsibilities and some of us have different roles but at the IGF – whether national, sub regional, or regional – we need to engage in “acting on an equal footing”.

This is a major challenge to all of us. But we all are here because we care about the integrity of the Internet. We want to bring on board the millions not yet connected in Africa and the billions not yet connected worldwide.

Not all NRIs are able to find full multi stakeholder participation. This is indeed a challenge and I want to appreciate your work in this area. This broad participation is important and your effort is appreciated and recognized by both the UN and the IGF MAG and by myself and Anja Gengo, who is the NRI Focal Point of the IGF Secretariat.

But let's talk about why your NRI matters:

This is a challenging year for the IGF itself as it needs to ensure that its MAG understands that the global IGF must understand the linkage to the UN's 2030 Agenda for Sustainable Development while also staying true to the overall Internet Governance issues -- both are essential to social and economic progress. The NRIs are a unique and independent network and that must continue as your focus in on change at the national and regional level, even as you attend and contribute to the global IGF. And as you also support the growth of national IGFs in the countries of Central Africa.

The NRI contributions are extremely informative and useful to the IGF's intercessional activities and in fact, the NRI's discussions are critically important also to inform more than the IGF2017. While you may not be yet actively addressing this, in my view, you also can advise your governmental representatives when they take positions at ITU, at UN CSTD, at UN ECOSOC, and UNESCO. The upcoming WSIS Forum in June – which take place in Geneva, Switzerland, is a unique opportunity also for you to share views with your governments and to ensure that all stakeholders views are considered – so, while we work here at your region and we seek to bring your concerns into the IGF, I hope that you will also think about how you share messages to your governmental attendees at other fora that are discussing Internet Governance and the SDGs achievements.

This could take only an updated report sent from the Central Africa IGF to the foreign affairs representatives at your missions in Geneva, telling them about your event and the topics that were discussed. While this may be late to do in 2017, perhaps you can consider such a communique for future Central Africa IGFs.

It was only during IGF 2015 that the NRIs called for the creation of an NRIs network and it has been my privilege to help to advance that. I welcomed the invitation to speak with you and regret that circumstances prevented my being with you. Many of you lent your voices to call for a dedicated Focal Point at the Secretariat. And during 2016, we collaborated to change the number of NRIs from less than 40 to over 80. And you are one of the founding NRIs, which we should celebrate.

I also want to recognize our colleague from the IGF Secretariat as your NRI Focal Point, Anja Gengo, who has made so much difference in how the NRIs engage.

I am also asking your permission to speak about the importance of the IGF Support Association that was founded to bring forward small grants to support the NRIs. I am privileged to be a member of the Executive Committee and I welcome that the IGFSA is one of your sponsors. Please do think about joining the IGFSA so that you can also offer your thoughts about the priorities of this organization that is founded solely to support the NRIs and the IGF Secretariat.

In closing, I would like to thank you for this opportunity to speak. I have known Michel

since we met at an airport in Geneva, after being at the same WSIS preparatory meeting but not knowing who we each were. He has been a leader in ensuring that when there were engagement opportunities at ICANN between the GAC and other members of the stakeholders, there was always willingness to engage in dialogue. I hope to see many of you at the upcoming ICANN meeting but also if you are now engaging in a national IGF within your region and striving to ensure that multi stakeholder is embraced, I hope that you will invite me also to speak, even if it is only virtually.

Your work in Central Africa is to be acknowledged and endorsed. And I hope to see many of you soon – whether it is at ICANN, or at IGF, or even at other meetings.

Marilyn Cade

On the occasion of the Central Africa IGF

PARTENAIRES ET COLLABORATION

		
		
		
		